

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Préfecture de l'Ain

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Secrétariat Général Commun Départemental de l'Ain

Objet du marché

Réalisation d'une étude sur la rénovation thermique, énergétique et fonctionnelle des bâtiments structurants du 21 et 23 Rue Bourgmayer à Bourg-en-Bresse et mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la conduite de l'opération en phase travaux

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

Dans tout ce document, le Code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Titulaire du marché.....	4
1.3 Sous-traitance.....	4
1.4 Contenu de la mission.....	4
1.4.1. Éléments de mission en tranche ferme (TF) :.....	5
1.4.2. Éléments de mission en tranches optionnelles (TO) :.....	5
1.5 Décomposition en tranches.....	5
1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	5
1.6.1 Obligation de confidentialité.....	5
1.6.2 Sites sensibles.....	5
1.7 Dispositions générales.....	6
1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail.....	6
1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés.....	6
1.7.2.1 Intervenants étrangers.....	6
1.7.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales.....	7
1.7.3 Responsabilités et Assurances.....	8
1.7.3.1 Assurances de responsabilité civile professionnelle.....	8
1.7.3.2 Dispositions communes.....	8
1.7.4 Réalisation de prestations similaires.....	8
1.7.5 Clauses sociales et environnementales.....	8
1.7.5.1 Clauses sociales.....	8
1.7.5.2 Clauses environnementales.....	8
1.7.6 Représentation du maître d'ouvrage.....	9
1.7.7 Forme des notifications.....	9
ARTICLE 2. DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS.....	10
ARTICLE 3. DESTRUCTION DES DONNÉES.....	11
ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX.....	11
4.1 Rémunération.....	11
4.1.1 Généralités.....	11
4.1.2 Montant.....	11
4.1.3 Modification.....	11
4.2 Règlement des comptes.....	11
4.2.1 Modalités de transmission et de paiement.....	11
4.2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	12
4.2.1.2 Modalités de paiement.....	12
4.2.2 Rythme de règlements au titulaire du marché.....	12
4.2.3 Rémunération des éléments de mission.....	13
4.2.4 Modalités particulières de paiement.....	13

4.2.5 Acompte.....	14
4.2.5.1 Demande d'acompte.....	14
4.2.5.2 Acompte.....	14
4.2.5.3 Demande de paiement finale et décompte général définitif.....	14
4.3 Variation dans les prix.....	15
4.3.1 Révisions des prix.....	15
4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché.....	15
4.3.3 Choix de l'index de référence.....	15
4.4 Modalités de révision des prix.....	15
4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée.....	15
ARTICLE 5. DÉLAIS ET PÉNALITÉS.....	16
5.1 Éléments de mission "études".....	16
5.2 Pénalités.....	17
5.2.1 Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission.....	17
5.2.2 Pénalités liées au non-respect des clauses sociales.....	18
5.2.3 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	18
5.2.4 Pénalité pour non respect de la RGPD.....	19
5.2.5 Autres pénalités.....	20
ARTICLE 6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	20
6.1 Retenue de garantie.....	20
6.2 Avances.....	20
ARTICLE 7 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	21
7.1 Opérations de vérification.....	21
7.1.1 Remise des documents.....	21
7.1.2 Vérifications et décisions du maître d'ouvrage.....	21
7.2 Admission des documents présentés par le titulaire.....	22
7.2.1 Admission en l'état ou avec observations.....	22
7.2.2 Ajournement, réfaction ou rejet.....	22
7.3 Achèvement de la mission.....	23
7.4 Résiliation.....	23
7.4.1 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	23
7.4.2 Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier.....	23
ARTICLE 8 CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....	24
ARTICLE 9 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	24
9.1 CCAG.....	24
9.2 Normes françaises homologuées.....	24
9.3 Autres normes.....	24

ARTICLE 1. OBJET - INTERVENANTS - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une étude sur la rénovation thermique, énergétique et fonctionnelle de bâtiments structurants et d'assistance à maître d'ouvrage pour la conduite de l'opération en phase travaux.

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

- 21 et 23 Rue Bourgmayer à Bourg-en-Bresse

Le présent marché est un marché public de prestations intellectuelles.

La procédure de sélection des entreprises pour ce marché se fera par appel d'offres ouvert, conformément aux règles définies dans le Code de la commande publique, article L2124-2.

Ce marché est à tranches comprenant une tranche ferme et deux tranches optionnelles.

1.2 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCAP sous le nom "titulaire" sont précisées à l'article premier de l'Acte d'Engagement. Les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à l'adresse du mandataire indiqué dans l'acte d'engagement. Tout changement d'élection de domicile devra être signalé par écrit à la personne responsable du marché.

En ce qui concerne la conduite des prestations dans le cadre d'un groupement, les stipulations du CCAG-PI sont applicables, notamment :

- Les articles du CCAG-PI traitant de la résiliation aux torts du titulaire et les autres cas de résiliation peuvent s'appliquer à un seul des cotraitants du groupement dès lorsqu'il se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

- Lorsque la défaillance concerne un cotraitant autre que le mandataire, ce dernier devra se substituer au cotraitant défaillant. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve, selon le cas d'espèce, d'accepter la reprise des prestations du cotraitant défaillant par un nouveau cotraitant proposé par le mandataire qui sera intégré au groupement par voie d'avenant.

1.3 Sous-traitance

Le titulaire ne peut sous-traiter que certaines prestations de son marché compte tenu notamment des dispositions de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle.

1.4 Contenu de la mission

La mission confiée au titulaire est constituée des éléments de missions définis ci-après et complétée par le CCTP.

1.4.1. Éléments de mission en tranche ferme (TF) :

- **Phase 1** : Réalisation d'un état des lieux, étude de faisabilité avec propositions de scénarios et pré-programme ;
- **Phase 2** : Établissement du programme fonctionnel, technique et performanciel chiffré et détaillé ;
- **Phase 3** : Préparation du dossier pour le passage en CNIP (ou CRIP) avec l'ensemble des supports.

1.4.2. Éléments de mission en tranches optionnelles (TO) :

- **Tranche 1** :
 - Constitution du dossier de consultation pour le choix du maître d'œuvre.
- **Tranche 2** :
 - Phase 1 – Assistance au MOA en phase travaux ;
 - Phase 2 – Assistance au MOA sur l'organisation, le phasage et la planification des opérations à tiroirs en site occupé durant la phase travaux ;
 - Phase 3 – Assistance au MOA en phase réception ;

1.5 Décomposition en tranches

Les éléments de mission définis à l'article 1.4 du présent CCAP sont répartis par tranches comme suit :

Désignation des tranches	Contenu
Tranche ferme	1.4.1 du présent CCAP
Tranches optionnelles (TO)	1.4.2 du présent CCAP

Le délai limite de notification par décision du RMO, de l'affermissement des tranches optionnelles par ordre de service est à compter de la date de début d'exécution de la tranche ferme (délai d'affermissement : 24 mois).

1.6 Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1.6.1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 5.3 du présent CCAP.

1.6.2 Sites sensibles

Les études et travaux seront réalisés sur un site appartenant à l'État.

Des mesures de sécurité et notamment d'accès réservés sont donc à respecter.

1.7 Dispositions générales

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

1.7.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 39 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1.7.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1.7.2.1 Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si l'assistant à maîtrise d'ouvrage est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change.

Si l'assistant à maîtrise d'ouvrage entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du
ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 4-2.4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1.7.2.2 Lutte contre les prestations de services internationales illégales

A. Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du Code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

B. Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du Code du travail, concernant :
 - les salariés détachés par ses soins,
 - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 38 du CCAG.

1.7.3 Responsabilités et Assurances

1.7.3.1 Assurances de responsabilité civile professionnelle

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels, doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile autre que décennale :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 et suivants du code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution ;
- une assurance au titre de la responsabilité professionnelle en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'ordonnateur des marchés subséquents, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération en cours de réalisation ou après sa réception. Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :
 - dommages corporels : 4 500 000 Euros par sinistre ;
 - dommages matériels et immatériels : 750 000 Euros par sinistre.

1.7.3.2 Dispositions communes

Pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire aura fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution du marché, le titulaire adresse ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...).

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

1.7.4 Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1.7.5 Clauses sociales et environnementales

1.7.5.1 Clauses sociales

Sans objet.

1.7.5.2 Clauses environnementales

L'étude devra prendre en compte le respect de la réglementation, en particulier :

– Dispositif Eco Énergie Tertiaire :

- Article 175 de la loi ÉLAN du 23 novembre 2018 [CCH L174-1] : Obligations légales
- Décret n°2019-771 du 23 juillet 2019 [CCH R174-22 à 32] : « Décret Tertiaire »
- Arrêté du 10 avril 2020 : « Arrêté Méthode »
- Arrêté du 24 novembre 2020 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 : « Valeurs Absolues I »
- Arrêté du 13 avril 2022 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 : « Valeurs Absolues II »
- Arrêté du 14 mars 2024 modifiant l'arrêté du 10 avril 2020 : « Valeurs Absolues IV »

– Décret BACS :

- Article 1 de l'ordonnance du 15 juillet 2020 [CCH L174-3] : Obligation légale
- Décret n° 2023-259 du 7 avril 2023 [CCH R175-1 à 6] : « Décret BACS »
- Arrêté du 7 avril 2023

– Loi APER sur les parkings/ombrières/ gestion des eaux pluviales :

- Article 40 de la loi n° 2023-175 du 10 mars 2023
- article L171-4 du CCH

– Loi ENR :Article 40 de la loi n° 2023-175 du 1er juillet 2023

Article 43 de la Loi n° 2023-175 du 1er juillet 2023

– Obligation de calorifugeage et régulation :

- Arrêté du 8 juin 2023

1.7.6 Représentation du maître d'ouvrage

Le responsable de la maîtrise d'ouvrage ou son représentant assume les fonctions suivantes :

- Accusé réception des communications du titulaire ;
- Signature de l'ensemble des actes de gestion du marché
- Réception de la demande de paiement (article 11.5 du CCAG) ;
- Proposition d'acceptation, de validation du service fait ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
- Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement notamment ;
- Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire notamment en cas d'anomalie de facturation.

1.7.7 Forme des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de changement d'adresse postale ou de siège social, la rédaction d'un avenant au marché sera élaborée par les services du maître d'ouvrage, signé et notifié par les co-contractants.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement (destinataire).

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé généré par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information (ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci (ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage au titulaire, celui-ci veillera à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre.

ARTICLE 2. DOCUMENTS FOURNIS AUX CANDIDATS

Les pièces constitutives du dossier fourni aux candidats sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- | |
|--|
| • L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières ; |
| • Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) |
| • Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ; |
| • Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (NOR : |

ECOM2106877A);

- Les éventuelles pièces écrites et graphiques remises par le maître d'ouvrage lors de la consultation : Un audit énergétique du site réalisé en 2024 ; Un rapport de préconisations d'AGILE ; La circulaire de la DIE concernant le ratio d'occupation et la notion de résidents ; Le Schéma Directeur de l'Immobilier Régional (SDIR) ; Les plans du site ; Les diagnostics techniques concernant l'amiante (DTA) ; Les contrôles réglementaires ; Un guide pour la création de Cités Administratives ; Un guide sur les Nouveaux Espaces de Travail (NET) de la Direction de l'Immobilier de l'État ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (modèle DC1/ DC2 / DC4) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière de l'AMO ;

Seul l'exemplaire original de chaque document, conservé dans les archives du maître d'ouvrage, fait foi.

ARTICLE 3. DESTRUCTION DES DONNÉES

Les stipulations du chapitre 5 – article 31 du CCAG PI s'appliquent.

ARTICLE 4. RÉMUNÉRATION - RÈGLEMENT DES COMPTES - VARIATION DANS LES PRIX

4.1 Rémunération

4.1.1 Généralités

La rémunération est forfaitaire : elle est fixée à l'avance et ne dépend pas du temps de travail.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'ouvrage s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise d'ouvrage au titre de la présente opération.

4.1.2 Montant

Le forfait de rémunération est égal au montant hors TVA mentionné à l'article 2.1 de l'acte d'engagement.

4.1.3 Modification

En cas de modification du programme ou de la mission décidée par le maître d'ouvrage, le marché fait l'objet d'un avenant en application de l'article L.2421-5 du CCP et de l'article 25 du CCAG et selon les modalités suivantes :

La rémunération est adaptée à partir d'une proposition du titulaire faisant apparaître notamment la description des prestations supplémentaires décomposées en temps prévisionnel détaillé nécessaire à leur exécution, par compétences et éléments de mission.

Cette proposition fait l'objet d'une négociation.

4.2 Règlement des comptes

4.2.1 Modalités de transmission et de paiement

4.2.1.1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme « facture » désigne dans le présent marché "projet de décompte", c'est à dire un prévisionnel établi par le titulaire incluant les éléments de décompte et paiement anticipés.

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'État.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant : <https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécution ;
- la référence du marché ;
- le numéro d'engagement juridique du marché ;
- la désignation explicite des prestations facturées (prestation concernée, numéro de l'ordre de service signé) par un représentant du titulaire et/ou le représentant de l'ordonnateur) ainsi que la date de livraison des prestations ;
- la période d'exécution des prestations,
- les coordonnées bancaires,
- les prix HT, le montant de la TVA et le prix TTC.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire fournit la décomposition par co-traitant, accompagnée des factures correspondantes dûment validées.

4.2.1.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

4.2.2 Rythme de règlements au titulaire du marché

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution des éléments de mission définis à l'article 1.4 ci-dessus, fait l'objet d'acomptes et d'un solde dans les conditions suivantes :

Élément(s) de mission de base, TF:

estimation : 42 semaines

(1)	Exigibilité
100 %	Phase 1 - À la remise de l'élément de mission « Réalisation d'un état des lieux, étude de faisabilité avec propositions de scénarios et pré-programme »
100 %	Phase 2 - À la remise de l'élément de mission « Établissement du programme fonctionnel, technique et performanciel chiffré et détaillé »
100 %	Phase 3 - Après avis définitif sur le projet par la conférence régionale de l'immobilier public (CRIP) ou la CNIP (conférence nationale).

Élément(s) de mission TO:

estimation : 99 semaines

Tranche 1	Exigibilité : Constitution du dossier de consultation du marché pour la maîtrise d'œuvre en charge de la programmation des travaux et assistance durant la phase recrutement
50 %	Après validation du dossier de consultation et son dépôt sur la plateforme dédiée
50 %	Après notification du marché au titulaire retenu.

Tranche 2 – Phases 1 et 2	Exigibilité : Assistance au MOA en phase travaux et sur l'organisation, le phasage et la planification des opérations à tiroirs en site occupé durant la phase travaux
25 %	Présentation du phasage des opérations à tiroir validé par le MOA.
75 %	À l'issue de la réalisation des opérations de déménagement.

Tranche 2 – Phase 3	Exigibilité : Assistance au MOA en phase réception
100 %	Après la réception des travaux par le maître d'ouvrage avec ou sans réserve.

4.2.3 Rémunération des éléments de mission

Le montant de chaque acompte relatif aux éléments de mission est déterminé à partir des montants figurant en annexe à l'acte d'engagement.

4.2.4 Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une demande de paiement via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre. Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter ;
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire du marché l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant ;
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire du marché dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée au maître d'ouvrage ;
- Le maître d'ouvrage doit effectuer le paiement du sous-traitant dans un délai global fixé, à compter de la réception de l'accord du titulaire ou de l'expiration d'un délai spécifique (article 4.2.1 ci-dessus). Cette gestion des délais de paiement est cruciale pour assurer la fluidité des transactions financières.
- Si le montant total des sommes à payer au sous-traitant est inférieur au montant sous-traité stipulé, le titulaire doit fournir une attestation du sous-traitant confirmant que les prestations ont été entièrement payées. Cette exigence de justificatifs est essentielle pour garantir la transparence et la traçabilité des paiements.
- En l'absence de cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si les paiements effectués empiètent sur le montant sous-traité. Cela souligne la responsabilité du titulaire dans la gestion des sous-traitants et la nécessité de fournir des preuves de paiement adéquates.

4.2.5 Acompte

4.2.5.1 Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par l'assistant à maîtrise d'ouvrage, est envoyée selon les modalités de l'article 4.2.1 ci-dessus.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché par référence aux éléments de mission définies aux articles 1.4 et 4.2.2 du présent CCAP, ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

4.2.5.2 Acompte

À partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire du marché, le maître d'ouvrage détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte conformément aux articles 11.2 et 11.3 du CCAG.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R2191-21 à 23 du code de la commande publique.

Le paiement des acomptes n'a pas de caractère définitif (art R2191-20 du CCP).

4.2.5.3 Demande de paiement finale et décompte général définitif

La demande de paiement finale et le décompte général définitif sont établis et transmis au maître d'ouvrage dans les conditions fixées dans les articles 11.7 et 11.8 du CCAG.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du

CCP, le maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

4.3 Variation dans les prix

Les prix sont révisables en application de l'article 10.2.2 du CCAG lorsque la durée d'exécution du marché est supérieure à 3 mois.

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

4.3.1 Révisions des prix

Les prix sont révisables par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 4.3.3 et 4.3.4.

La variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation de prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités, autres que de dédit ou d'attente.

4.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Ce mois est appelé "mois zéro" (m0).

4.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index Ingénierie (ING) publié par l'Insee.

4.4.4 Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n applicable pour le calcul de l'acompte versé le mois n est donné par la formule :

$$C_n = 0,1 + 0,9 \cdot (I_{n-3} / I_{0-3})$$

avec

I_{0-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 3 mois.

I_{n-3} = Valeur de l'index de référence I prise au mois au cours duquel chacun des règlements prévus à l'article 4.2.2 est dû, moins 3 mois.

Toutefois si la période de règlement de l'acompte est supérieure à un mois, le mois à prendre en compte est le dernier mois de la période.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

4.4 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution

de ses obligations contractuelles. Elles ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix et ne sont pas assujetties à la TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi au titulaire à l'égard de ses sous-traitants étrangers payés directement par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant étranger sur la base d'une facture hors taxe et la TVA afférente au titulaire.

ARTICLE 5. DÉLAIS ET PÉNALITÉS

La notification du marché vaut commencement de son exécution.

5.1 Éléments de mission "études"

tranches	Élément de mission	Point de départ du délai
TF	Phase 1 : Réalisation d'un état des lieux, étude de faisabilité avec propositions de scénarios et pré-programme	Date de la notification du marché.
	Phase 2 : Établissement du programme fonctionnel, technique et performanciel chiffré et détaillé	À l'approbation de la phase 1.
	Phase 3 : Préparation du dossier pour le passage en CNIP (ou CRIP) avec l'ensemble des supports.	À l'approbation de la phase 2.
TO	Affermissement de la tranche	Date précisée par l'ordre de service pour le démarrage de chaque tranche et phase :
	Tranche 1 : Constitution du dossier de consultation pour la maîtrise d'œuvre et assistance durant la phase de recrutement du maître d'œuvre	Tranche 1 : Démarrage du dossier de consultation.
	Tranche 2 : Phase 1 – Assistance au MOA en	

<i>tranches</i>	<i>Élément de mission</i>	<i>Point de départ du délai</i>
	<p>phase travaux ;</p> <p>Phase 2 – Assistance au MOA sur l'organisation, le phasage et la planification des opérations à tiroirs en site occupé durant la phase travaux ;</p> <p>Phase 3 – Assistance au MOA en phase réception.</p>	<p>Phases 1 et 2 : Début des travaux et / ou des déménagements.</p> <p>Phase 3 : Début de la réception des travaux.</p>

5.2 Pénalités

5.2.1 Délais et pénalités de retard appliqués aux éléments de mission

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire du marché n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités de retard sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 14.1.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des délais définis ci-après, le titulaire subit une pénalité journalière (calculée en jours calendaires) fixée comme suit:

tranche	Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité journalière
TF	Phase 1 : Réalisation d'un état des lieux, étude de faisabilité avec propositions de scénarios et pré-programme	Remise de l'état des lieux et des études de faisabilité	26 semaines	500 €
	Phase 2 : Établissement du programme fonctionnel, technique et performanciel chiffré et détaillé	Remise du programme fonctionnel, technique et performanciel chiffré et détaillé	12 semaines	
	Phase 3 : Préparation du dossier pour le passage en CNIP (ou	Documents finalisés pour	30 jours avant passage en	

tranche	Élément de mission	Tâche	Délai	Pénalité journalière
	CRIP) avec l'ensemble des supports.	présentation CNIP ou CRIP	CNIP	
TO Affermissements des tranches	Tranche optionnelle 1 : Constitution du dossier de consultation pour la maîtrise d'œuvre concepteurs et assistance durant la phase de recrutement du concepteur	Remise des documents pour le lancement de la consultation d'une procédure pour le recrutement de la maîtrise d'œuvre	30 semaines	500 €
		Remise des documents et le recrutement de la maîtrise d'œuvre (analyse des candidatures et offres)	40 semaines	500 €
	Tranche optionnelle 2 : Phase 1 – Assistance au MOA en phase travaux Phase 2 : Assistance au MOA sur l'organisation, le phasage et la planification des opérations à tiroirs en site occupé durant la phase travaux ;	Organisation du phasage des travaux en site occupé	15 jours avant déménagement	1 000 €
	Phase 3 – Assistance au MOA en phase réception ;	Préparation des opérations préalables à la réception des ouvrages, ainsi que les opérations de mise à disposition de locaux (notamment : préparation de la commission de sécurité)	15 jours avant	1 000 €

5.2.2 Pénalités liées au non-respect des clauses sociales

Sans objet.

5.2.3 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.

En cas de non-respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1.6 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 €.

Outre les obligations qui relèvent de l'article 5 du CCAG-MOE, le personnel du titulaire est tenu de ne pas divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues par le marché. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire l'administration à résilier l'accord-cadre ou le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des procédures pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiel les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

D'une façon générale, les agents du titulaire sont tenus à la plus entière discrétion pour tout ce qui touche à l'administration pour le compte de laquelle les prestations sont réalisés, tant vis-à-vis du personnel de cette dernière que vis-à-vis de tout tiers quelconque et cela même après la cessation du contrat.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire est responsable de tout élément qui lui est confié. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

5.2.4 Pénalité pour non respect de la RGPD

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du

règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte et en cas de non-respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.6. du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 10 000 €.

5.2.5 Autres pénalités

Le titulaire subit également une pénalité en cas de :

Tâche	Délai	Pénalité
Absence totale ou partielle à une réunion, séance de travail ou toute convocation par le maître d'ouvrage sauf justification préalable	-	500 € par constat
Non respect des mesures et/ou actions correctives demandées par le maître d'ouvrage dans les délais imposés	-	500 € par constat
Manquement dans la remontée d'informations liées à la survenue d'un évènement impactant directement ou indirectement le projet	-	500 € par constat
Retard dû à la planification et l'organisation des opérations tiroirs	-	500 € par jour
Absence de communication du phasage des travaux en site occupé	-	500 € par constat

ARTICLE 6 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

6.1 Retenue de garantie

Sans objet.

6.2 Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 11.1 du CCAG PI.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial toutes taxes comprises de la tranche si sa durée est inférieure ou égale à 1 an ou, si celle-ci est supérieure à 1 an, à un pourcentage de 20 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises de la tranche divisé par sa durée exprimée en mois.

Pour les tranches d'une durée inférieure ou égale à 12 mois, le pourcentage est fixé à :

Désignation des tranches	% du montant initial TTC de la tranche
Tranche ferme	20,00 %
Tranche optionnelle 1	20,00 %

Désignation des tranches	% du montant initial TTC de la tranche
Tranche optionnelle 2	20,00 %

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 4-2.1 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche.

En application des articles R2191-11 à R2192-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-14 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le maître d'ouvrage. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 7 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

7.1 Opérations de vérification

7.1.1 Remise des documents

Les documents présentés par le titulaire sont remis au maître d'ouvrage, sous forme dématérialisée dans un des formats suivants : [pdf, ppt, doc, xls, odc, odp, odt, dwg].

En complément un exemplaire sur support papier relié doit être fourni.

7.1.2 Vérifications et décisions du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage procède aux vérifications et à la notification de la décision d'admission en l'état, ou avec observations, ou d'ajournement, ou de réfaction, ou de rejet, dans les délais suivants :

Élément de mission	Document	Délai
Tranche ferme – Phase 1	État des lieux et études	60 jours
Tranche ferme – Phase 2	Réalisation du programme fonctionnel, technique et performantiel chiffré et détaillé	60 jours
Tranche ferme – Phase 3	Rapport de présentation CNIP ou CRIP	60 jours
Tranche optionnelle 1	Dossier de consultation pour le recrutement d'un maître d'œuvre	60 jours

Les points de départ de ces délais s'appliquent selon les stipulations de l'article 28 du CCAG.

7.2 Admission des documents présentés par le titulaire

7.2.1 Admission en l'état ou avec observations

Les stipulations de l'article 29 du CCAG PI s'appliquent.

Conformément à l'article 20.4.2 du CCAG-MOE, le titulaire avise le service ordonnateur du marché subséquent, de la date à partir de laquelle les prestations pourront être présentées en vue des vérifications. Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le marché conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans l'accord-cadre et le marché subséquent comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Elles portent sur l'étude des rapports fournis par le titulaire à chaque phase ou élément de sa mission.

7.2.2 Ajournement, réfaction ou rejet

L'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par l'assistant à maîtrise d'ouvrage dans le délai fixé par l'article 29 du CCAG. et soumis aux dispositions de l'article 7.2.1 ci-dessus.

En application des articles 20.2 et 21 du CCAG-MOE, la décision de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des documents ou avis relatifs aux éléments de mission définis dans le CCTP doit intervenir avant l'expiration du délai de deux mois, délais qui courent à compter de la date de remise par le titulaire, ou de livraison des prestations.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans les délais ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue, avec effet à compter de l'expiration du délai, conformément au deuxième alinéa de l'article 21.1 du CCAG-MOE (acceptation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le maître d'ouvrage fixe un nouveau délai au titulaire. Le service ordonnateur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents ou avis modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

Le rejet se fait dans les conditions fixées par l'article 29 du CCAG qui prévoit une procédure contradictoire préalable à la décision de rejet.

Suite à une décision d'ajournement, le maître d'ouvrage dispose, pour admettre les prestations mises au point, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

En application ou par dérogation à l'article 29 du CCAG la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire.

Lorsque le maître d'ouvrage estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Le titulaire dispose de 30 jours pour présenter ses observations ou adresser un mémoire en réclamation au sens de l'article 43 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du maître d'ouvrage. Si le titulaire formule des observations, le maître d'ouvrage dispose ensuite de 30 jours pour

confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le maître d'ouvrage est réputé avoir accepté les observations du titulaire. L'admission est réputée sans réfaction.

7.3 Achèvement de la mission

La mission du titulaire du marché s'achève soit à la fin de la tranche ferme soit à la fin des tranches optionnelles sous réserve de l'affermissement, ou lorsque le maître d'ouvrage décide que les obligations contractuelles du titulaire sont globalement remplies.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie par le maître d'ouvrage, sur demande du titulaire.

7.4 Résiliation

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG.

7.4.1 Résiliation pour motif d'intérêt général

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 40 du CCAG est fixé à 5 %.

7.4.2 Résiliation pour faute du titulaire ou cas particulier

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le maître d'ouvrage des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 38 du CCAG.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-6 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, ainsi que conformément aux articles L.2141-7 à L.2141-11.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 38 du CCAG.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, dans les conditions définies à l'article 38 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non-respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-MOE, le marché peut être résilié sans indemnité dans les conditions suivantes :

- En cas de manquement répété du titulaire aux stipulations prévues au CCAP, le service bénéficiaire peut procéder, après mise en demeure préalable, à la résiliation dans les conditions définies par le CCAG de référence aux torts du titulaire.
- La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 8 CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Sans objet.

ARTICLE 9 DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

9.1 CCAG

CCAP 5.2.1	déroge à l'article	14-1.1 du CCAG PI
CCAP 5.2.1	déroge à l'article	14-1.2 du CCAG PI
CCAP 5.2.1	déroge à l'article	14-1.3 du CCAG PI
CCAP 7.2.3	déroge à l'article	29 du CCAG PI

9.2 Normes françaises homologuées

Sans objet.

9.3 Autres normes

Sans objet.